

RESISTANCE : Appel de l'ACIPA

En cas de tentative d'expulsion sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou de début de travaux en lien avec le projet d'aéroport, l'ACIPA appelle la population et les militants anti-aéroport à se mobiliser pour participer à une résistance non-violente et déterminée.

A l'ACIPA, nous sommes convaincus que notre lutte contre la construction d'un nouvel aéroport est légitime.

Nous ne pouvons accepter la réalisation de ce projet déraisonnable, inutile, coûteux et destructeur dont les fondements sont le mensonge et la manipulation.

A l'heure de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, dont les représentants de la France se disent très fiers, nous ne pourrions accepter l'incohérence absolue qu'il y aurait à imposer un aéroport fossoyeur de terres agricoles, d'un bocage et d'une zone humide riches de biodiversité, un aéroport dont la plus que douteuse viabilité économique parie sur un développement sans limites du trafic aérien, gros émetteur de Gaz à Effet de Serre. Le maquillage « vert » échoue à cacher l'incompatibilité avec les objectifs des COP21, 22 et suivantes.

Nous attendons toujours l'étude indépendante sur l'alternative du réaménagement de l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique, demandée depuis des années.

La consultation du 26 juin, aujourd'hui renommée « référendum » en dépit de toute logique, a été taillée sur mesure pour obtenir un oui et n'a été qu'un simulacre de démocratie. Organisée au mépris de l'équité, du droit de l'environnement et des recours juridiques non épuisés, cette mascarade n'est pas parvenue à affaiblir notre mobilisation.

C'est que l'enjeu de la lutte de Notre-Dame des-Landes est de taille : il s'agit du monde que nous voulons laisser à nos enfants.

Nous continuerons à persuader le plus grand nombre possible de citoyens que notre combat est celui de la justice et de la vérité, contre la violence d'un Grand Projet Inutile Imposé (GPII) par des politiques liés aux multinationales.

Nous voulons contraindre le Pouvoir et tous les promoteurs du projet d'aéroport à l'abandonner.

En cas de tentative de passage en force par les Pouvoirs Publics, nous ne céderons pas !

Nous ne laisserons pas détruire les terres de la ZAD ni expulser ceux qui la font vivre, pour le seul intérêt des actionnaires de VINCI et des spéculateurs immobiliers.

Si le gouvernement envoie ses troupes militaires et policières ouvrir la voie aux machines de destruction, nous résisterons et nous appellerons à résister.

Notre force sera notre nombre et notre détermination !

D'ores et déjà, nous appelons tous nos soutiens, comités ou individus, à la résistance non-violente, pouvant aller jusqu'à assumer les risques de la désobéissance civile.

Nous invitons chacun à manifester son opposition où qu'il vive, dans la mesure de ses capacités.

Nous invitons tous les comités de soutien à organiser des actions non-violentes pour faire pression tout en étant soucieux de l'adhésion de la population. Les possibilités sont innombrables. Nous faisons confiance à votre imagination, à votre créativité, voire à votre humour.

En cas d'expulsion ou de début de travaux, si vous êtes proches de la ZAD, nous vous appelons à

prendre part aux diverses mobilisations de masse et à participer au soutien logistique de la résistance sur le terrain.

Si vous êtes loin et ne pouvez vous déplacer, vous trouverez vos propres moyens d'exprimer près de chez vous votre opposition et votre soutien au mouvement.

Dans tous les cas, restez attentifs aux actions de désobéissance civile qui pourront vous être proposées.

Quels que soient les moyens choisis – la diversité est une force – nous vous demandons de garder en tête la nécessité de la non-violence. Ne prenez pas le risque de blesser quiconque, agissez à visage découvert et quelle que soit la situation, efforcez-vous de faire baisser la tension. N'alimentez pas la surenchère, ne répondez pas à la violence par la violence et veillez à la sécurité de toutes les personnes présentes sur les lieux de vos actions.

Nous résistons à la violence d'un projet, d'un modèle de développement, d'un système, à la collusion entre décideurs et multinationales. Nous ne nous battons pas contre des hommes, fussent-ils policiers ou salariés d'entreprises du BTP.

Notre résistance sera populaire, non-violente, déterminée et radicale, en permettant au plus grand nombre d'y prendre place.

NB : En cas de menace avérée, une lettre d'infos spéciale vous sera envoyée. Surveillez votre messagerie.